http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article372

La Grèce à l’heure de SYRIZA : enjeux et perspectives

- Thématiques - International -

Date de mise en ligne : jeudi 19 février 2015

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Texte de ma conférence à l'invitation de l'Université populaire de Toulouse, le 17 février 2015.

Après les élections du 25 janvier et l'arrivée de Syriza au pouvoir, l'enjeu grec est revenu au centre de la politique européenne. Pour les uns il s'agit d'une épine dans l'unanimisme austéritaire qui domine en Europe depuis cinq ans, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît. Pour les autres c'est une lueur d'espoir pour les Grecs mais aussi pour la Gauche européenne, engluée, comme en France, dans des querelles internes et tétanisée devant la montée de l'extrême droite.

Ici je vais aborder trois aspects du problème qui me paraissent importantes : premièrement, je vais faire un point sur l'actualité immédiate (situation en Grèce, négociations avec les créanciers) ; deuxièmement je vais soulever les principaux enjeux pour le gouvernement de Syriza et la Grèce à très court et à moyen terme ; enfin je vais terminer avec un élargissement à la politique européenne, notamment française, en émettant quelques hypothèses sur les leçons à retenir de la victoire de Syriza et ses conséquences.

L'heure de l'espérance

Depuis le 25 janvier la société grecque est traversée par une onde de choc positive d'envergure. Pour la première fois depuis longtemps le pays croit qu'une autre politique que celle qui avait été imposée depuis 2010 est possible. Le changement est visible dans la sphère publique : du comportement les nouveaux ministres jusqu'à la tenue de plusieurs manifestations pacifiques, un nouvel éthos semble s'installer et réhabiliter le politique. Les expressions les plus palpables de ce retournement sont les trois rassemblements imposants en soutien au gouvernement en l'espace de ces dix derniers jours, chose inouïe en Grèce. Le changement est aussi visible dans la sphère privée : l'attitude des gens au quotidien montre une certaine forme de soulagement. Comme si un poids qui coupait le souffle a disparu. L'atmosphère est donc plus optimiste malgré le fait que rien n'a encore changé dans le quotidien d'un point de vue concret.

Ce changement d'humeur se traduit dans les sondages : deux tiers des Grecs interrogés disent avoir une opinion positive ou très positive du gouvernement. Le taux d'approbation du gouvernement parmi les électeurs d'Aube dorée dépasse même les 88% ! Même s'il faut rester prudent avec ces chiffres, la tendance est réelle. Dans les intentions de vote – question pas si absurde que ça dans le contexte politique actuel dans lequel les élections anticipées ne sont pas à exclure – Syriza a une avance de 27 points, à 45% contre 18% pour le premier parti de l'opposition la Nouvelle démocratie.

Ce mouvement de l'opinion peut s'expliquer partiellement par l'adhésion aux idées portées par Syriza mais aussi et peut être surtout par l'anticipation d'une amélioration de la situation économique de la part des classes moyennes et populaires et par un sentiment de reconquête de leur dignité collective. Ce sont notamment ces deux derniers éléments qui comptent pour les classes populaires qui votent à droite voir à l'extrême droite (un témoignage édifiant dans ce sens ici). Bien entendu cette espérance suscitée par l'arrivée de Syriza au pouvoir est en train de se transformer rapidement en attente de résultats concrets. J'y reviendrai mais avant je dirai quelques mots de la négociation en cours, dont beaucoup dépendra.

Les enjeux de la négociation actuelle

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

L'enjeu immédiat de la négociation actuelle avec les créanciers n'est pas techniquement le devenir de la dette grecque en tant que telle. Il porte pour l'instant sur les conditions dans lesquelles les créanciers accorderaient un financement hypothétique à la Grèce lui permettant de payer ses obligations au premier semestre 2015, le temps de mettre en œuvre les premières mesures d'urgence. Ceci parce que pour l'heure le pays est dans l'incapacité de se financer sur les marchés à moyen terme. Si les deux parties aboutissent à un accord, celui-ci définira la marge d'action du gouvernement grec. Le plus cette marge est restreinte, le plus difficilement Syriza réalisera ses promesses électorales.

Néanmoins si cette négociation échoue la question de la dette se posera d'elle même tout de suite. La Grèce risque le défaut de paiement dans les semaines qui viennent et donc la sortie de facto de la zone Euro. Dans cette hypothèse le pays serait dans l'incapacité de payer sa dette. Or l'épisode de l'Eurogroupe de lundi me fait douter de la volonté de Berlin de trouver un accord et sur la capacité de l'UE de l'imposer. Il semble que le cœur du capitalisme européen a décidé de faire un exemple de la Grèce. C'est en tout cas l'avis de Paul Krugman.

Le déroulement de la journée est édifiant. D'abord Wolfgang Schäuble a fait des déclarations provocantes accusant le gouvernement grec d'être « irresponsable ». Par la suite selon le témoignage de Yanis Varoufakis, Pierre Moscovici au nom de la Commission lui a présenté un texte qui reprenait les progrès faits par les groupes de travail communs. Varoufakis a dit qu'il était prêt à signer ce document tout de suite. Mais juste avant le début de la séance le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem a présenté un autre texte qui ne pouvait pas être signé par les Grecs.

En effet, il n'y avait aucune concession faite sur les conditions du Mémorandum d'austérité signé par le précèdent gouvernement mais seulement quelques reformulations mineures. Ce qui est en jeu là n'est pas d'ordre strictement budgétaire. Il s'agit d'engagements pris par le gouvernement Samaras qui portent par exemple sur les lois syndicales, la libéralisation des licenciements collectifs, les privatisations etc. C'est donc le cœur dur de la politique néolibérale contenu dans le Mémorandum qu'on tente de faire avaler à Syriza.

Les représentants de l'Eurogroupe te de la Commission ont donné au gouvernement grec quatre jour en guise d'ultimatum pour demander la prolongation du programme précèdent, ce qui équivaudrait à une récapitulation totale. Par conséquent on peut douter de la sincérité de leur démarche. Le gouvernement grec se trouve donc acculé par les institutions européenes et l'Allemagne mais soutenu par son peuple. Je reviendrai plus loin sur les scénarios futurs mais avant je vais brosser rapidement le tableau de la situation intérieure de la Grèce.

Les pièges pour Syriza

Au-delà de la partie d'échec européenne, le gouvernement de Syriza commence à affronter des problèmes très concrets sur le traitement desquels il sera jugé. La semaine dernière par exemple deux migrants, l'un Afghan et l'autre Pakistanais, sont morts au sein du centre de détention d'Amygdaleza dans la région d'Athènes. Le premier est mort suite à une pathologie qui n'avait pas été traitée par manque de personnel médical et le second s'est suicidé. Ces drames ont attiré l'attention sur le calvaire que vivent des milliers de sans-papiers qui échouent dans ces centres de détention fermés aux conditions de vie déplorables, emprisonnés pour une durée indéterminée et sans issue véritable.

Ce problème brulant est le résultat de la politique européenne sur le sujet de l'immigration, et notamment des accords Dublin I et II, qui laissent un Etat exsangue comme la Grèce gérer seul les flux migratoire vers l'Europe. La situation a empiré à cause de l'incurie des gouvernements grecs précédents qui ont opté uniquement pour des solutions répressives et policières. C'est donc l'UE qui a financé à 75% ces prisons infâmes qui ne disent par leur nom sans s'assurer des conditions de vie. Maintenant c'est au nouveau gouvernement de trouver une solution pour rendre leur dignité et leur liberté à ces migrants, face une partie de l'opinion publique grecque aux réflexes

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

xénophobes. Ci-dessous la première vidéo jamais enregistrée à l'intérieur du camp d'Amygdaleza quand le nouveau ministre découvre les lieux samedi 14 février

Autres pièges légués à Syriza : une administration fiscale en piteux état ; des fonctionnaires démotivés après avoir été pris pour cible pendant des années ; des reformes réactionnaires déjà mises en œuvre comme par exemple celle sur la gouvernance des universités dont il faudra se débarrasser ; une corruption endémique y compris dans le service public ; une éducation nationale et un système de santé dans les limbes ; une chute des entrées fiscales et une culture de l'évasion fiscale à grande et à petite échelle solidement ancrées ; un chômage de 25% et un quart de la population en dessous du seuil de pauvreté . C'est donc un chantier titanesque qui attend le gouvernement en plus de l'épée de Damoclès de la dette et des coups de pression des créanciers.

Socialisme ou modernisation libérale ?

C'est là aussi qu'on peut situer la première ambiguïté constitutive de la victoire de Syriza et de sa traduction potentielle en transformation sociopolitique et économique profonde de la Grèce. Est-ce que Alexis Tsipras a été élu pour faire de la Grèce un Etat qui répond aux normes européennes minimales, un Etat comme les autres en somme qui ne serait plus le mouton noir de l'Europe ? Ou est-ce qu'il a été porté vers la victoire pour transformer la société grecque au point d'atteindre une forme de socialisme ?

La réponse varie en fonction de l'interlocuteur au niveau des électeurs mais également parmi les cadres du parti et du gouvernement. Il est clair que l'aile gauche de Syriza ainsi qu'une grande partie de ceux et celles qui ont voté pour lui veulent un changement radical de modèle de société. Pour eux, probablement à juste titre, le seul horizon de réalisation du socialisme se trouve en dehors de la zone Euro. Ils souhaitent donc discrètement ou publiquement que les négociations échouent et que la Grèce se fasse sortir de l'union monétaire pour pouvoir se débarrasser du carcan incarné par les traités et les accords d'inspiration néolibérale. Dans un tel scénario, les conséquences économiques seraient difficiles à prévoir (ici un résumé de Romaric Godin convaincant). Ce qui est sûr en revanche c'est qu'une rupture réelle avec le paradigme économique et politique dominant serait alors possible.

Dans le cas où la Grèce demeure dans la zone Euro il apparaît objectivement très difficile voir impossible dans l'état actuel de l'UE que l'économie grecque prenne une autre forme que celle d'un capitalisme d'inspiration keynésienne, avec une forte intervention de la puissance publique tout de même. Mais ceci ne serait pas une nouveauté en Grèce. Depuis toujours le pays est régi par un capitalisme d'État dans le sens où celui-ci est le premier moteur de l'économie et se trouve au cœur de l'enchevêtrement entre pouvoir politique, économique et médiatique.

Dès lors, dans l'hypothèse d'une normalisation du contexte international, le challenge pour Syriza serait de maintenir le cap, dans la marge étroite laissée par les contraintes européennes : ne pas se compromettre avec les élites locales qui le courtisent déjà ; ne pas perpétuer les relations clientélistes avec les électeurs ; maintenir la vivacité de la participation populaire et favoriser les mouvements sociaux émancipateurs ; rééquilibrer le rapport entre capital et travail, notamment via le renforcement des droits sociaux ; relancer l'économie sur des bases saines en favorisant les activités réellement productives et durables, l'innovation technologique etc. C'est le scénario souhaité par la frange modérée d'électeurs et de cadres de Syriza, incarnée aujourd'hui par le ministre de l'économie Yanis Varoufakis.

La contradiction que je pointe entre ces deux visions de la Grèce de demain, qui sont qu'en partie compatibles mais dont les porteurs soutiennent pour l'instant la même force politique, ne sera pas résolue uniquement par le rapport de force interne. L'essentiel se jouera à l'extérieur. En somme, si les institutions européennes acceptent d'intégrer la Grèce comme un partenaire à part entière, il sera difficile pour ce gouvernement de s'éloigner trop de la doxa. Dans le cas contraire, toutes les options seront ouvertes, celles qui laissent le plus espérer la concrétisation d'un projet politique radicalement émancipateur, mais aussi d'autres plus dangereuses comme l'entrée dans une période

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

d'instabilité politique et d'incertitude économique. Paradoxalement, c'est uniquement grâce à l'obstination allemande que la Grèce peut prendre le chemin de la rupture avec le capitalisme (ou tout du moins avec l'ordre capitaliste européen).

L'impact international de la victoire de Syriza et les leçons à retenir

Sans aucun doute la crise économique et le drame grec en particulier ont approfondi ce que l'on peut appeler désormais l'espace public et politique européen. En effet, cette période, dramatique par ailleurs, a permis de tisser des réseaux et des affinités politiques transnationales qui manquaient cruellement à l'UE. Les populations des pays qui ont le plus souffert en Europe comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande notamment ont été confrontées de manière intensive au fonctionnement des institutions européennes, mais aussi aux méandres de la politique intérieure de leurs voisins.

La question grecque tout particulièrement est devenue le pivot à partir duquel les forces politiques se positionnent sur des enjeux de politique intérieure. Ceci est particulièrement visible en Espagne. En effet, le problème grec est devenu un enjeu central de la politique espagnole, par procuration. Ce n'est pas un hasard si la presse ne se réfère plus à Syriza mais au « Podemos grec ». Que l'on soit pour ou contre, on parle de la Grèce pour en réalité parler de son propre pays. C'est le cas également au Portugal ou en Irlande, dont les gouvernements respectifs, avec celui de Rajoy, ont le plus à perdre d'un éventuel succès de Syriza.

Ailleurs comme en France, au Royaume Uni et en Italie la victoire de Syriza a été l'occasion de croire à nouveau à la possibilité d'une émergence d'une force politique crédible à gauche des sociaux-démocrates. Mais contrairement à l'Espagne où cette perspective semble se concrétiser, ailleurs on en est loin. C'est le cas notamment en France ou l'unité de façade affichée aux manifestations en faveur de la Grèce permet de cacher des querelles de chapelle mais aussi des divisions politiques plus profondes. On peut donc s'interroger sur ce qu'on peut retenir de la victoire de Syriza, sachant que le contexte grec diffère de la situation en France.

Le premier point qui me semble essentiel est le fait que Syriza a pris résolument et sérieusement le parti des institutions et des élections. Sans minimiser l'importance des mobilisations sociales, Syriza a pendant longtemps tenté de maitriser le jeu électoral et surtout parlementaire, souvent sans succès. Il a ainsi pu s'appuyer sur cette expérience pour devenir le porte-voix du peuple au sein des institutions, même si ce rôle a nécessité d'endurer pendant longtemps les moqueries et le mépris du « système ».

Le deuxième point, relatif au premier, est qu'à partir de 2012, non sans mal, Syriza a évolué vers une force qui prétend sérieusement à prendre le pouvoir et ceci aujourd'hui et pas dans un futur hypothétique. Cette prétention a été capitale pour attirer des électeurs qui cherchaient à provoquer un changement immédiat et pour lesquels les discours théoriques de la gauche radicale n'évoquent rien.

Le troisième point qui a profité à Syriza est bien évidement l'attachement acharné des forces qui le composent à l'unité de la Gauche, mais sans inclure les sociaux-démocrates qui ont appliqué la politique antisociale du Mémorandum. Cette démarche unitaire consciente et décidée est probablement due aux expériences traumatiques de la division de la gauche radicale en Grèce mais aussi au poids de la responsabilité historique qu'a pesé sur les épaules de Syriza dans le contexte de la crise. Même si celui-ci a été construit sur un arrangement à la grecque, c'est à dire un compromis un peu vague entre un parti unitaire en bonne et due forme et une coalition disparate, le ciment a été assez fort pour amener le parti au pouvoir et donner une voix parlementaire à quasiment toutes ses tendances.

Le quatrième point est l'idée qui a muri au sein de Syriza qu'il n'était pas possible de jouer uniquement sur le terrain

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

médiatique de l’adversaire, c’est à dire sur les chaines de télévision, les radios et les quotidiens détenus pas l’oligarchie économique. Il a fallu donc créer et renforcer ses propres médias, notamment le quotidien Avgi et la radio Kokkino, créer des nouveaux, comme le portail Left.gr, s’appuyer sur des médias en ligne indépendants et progressistes comme Radiobubble ou The Press Project et se brancher directement via les réseaux sociaux aux communautés d’activistes et les mouvements. La campagne des européennes de 2014 a notamment servi à amplifier le message à l’échelle internationale.

Le soutien international constitue le dernier point à l’avantage de Syriza. Il reste encore fort aujourd’hui malgré la désinformation et les biais idéologiques véhiculés par les médias dominants. Des manifestations ont eu lieu dans quarante villes dimanche dernier et il y a eu notamment 2000 personnes qui ont défilé à Paris. Ce soutien est aussi une arme de politique intérieur car il permet de démonter la propagande consistant à dire que Syriza et ses idées sont isolées en Europe.

C’est un lieu commun désormais de rappeler que l’enjeu dépasse largement le sort de la Grèce et concerne l’Europe entière. Chacun tirera donc ses conclusions sur ce qu’il faut faire individuellement et collectivement.

Copyright © Universite Populaire de Toulouse